

## L'union bancaire européenne, pour la croissance et l'emploi

Publication: 11/06/2014 09h49

0

J'aime 7 personnes aiment ça. Soyez le premier de vos amis.

La campagne pour les élections européennes aura été l'occasion pour beaucoup de s'en prendre aux banques et au soutien public dont elles ont bénéficié en Europe à la faveur de la crise financière. Martin Schulz lui-même n'a-t-il pas affirmé qu'il refusait "que notre Europe mette des milliards pour les banques et rechigne à aider les jeunes"? Peu de voix se sont élevées pour rappeler que c'est précisément la Commission de Bruxelles qui a agi pour que les Etats cessent de recourir à l'argent public pour renflouer les banques. Qui a salué l'adoption au Parlement européen, le 15 avril dernier, de textes parachevant l'union bancaire européenne ?

Il s'agit pourtant là d'une étape majeure, qui devrait être citée comme une référence, pour souligner la capacité de l'Europe à prendre des décisions rapides et pertinentes. Après les deux crises qui l'ont sérieusement affecté -celle des produits financiers en 2008 et surtout celle des bilans bancaires en 2011-, le système bancaire européen a aujourd'hui presque complètement opéré sa mue, avec l'aboutissement d'un projet né au cœur de la tourmente de 2008.

Complément du Mécanisme de Supervision Unique, qui a d'ores et déjà permis l'évaluation des actifs des 128 principales banques européennes, un second pilier est mis en place avec le Mécanisme de Résolution Unique (MRU). Ce dispositif permettra que les banques soient d'abord sauvées par elles-mêmes, via un mécanisme de renflouement, dit de bail in : en cas de faillite ou de crise généralisée, ce seront les créanciers et les actionnaires et non l'argent public qui seront sollicités en premier lieu pour renflouer les banques. Outre une autorité, le MRU prévoit un fonds de résolution de 55 milliards d'euros, qui sera constitué d'ici à 8 ans par une participation des banques.

L'union bancaire marque ainsi la fin du cercle vicieux entre dette souveraine et dette bancaire au sein de la zone euro. Elle permet d'éviter le renflouement des banques en difficulté par les Etats. Surtout, elle restaure la confiance dans toutes les banques et diminue la fragmentation financière en Europe.

Autant qu'une promesse d'avenir pour l'Europe, l'union bancaire est donc une réforme structurante pour les banques françaises, qui sont résolument européennes et dont la solidité sera désormais confortée par une supervision unique à Francfort.

Ce succès ne doit pas interdire de relever des sujets d'inquiétude à l'égard de projets européens parallèles, qui risquent de pousser trop loin la réglementation, au point d'handicaper le développement du secteur bancaire. Celui-ci s'est réformé et assaini, avec des fonds propres augmentés : dès lors, le découpage des grandes banques européennes par la filialisation des activités de tenue de marché n'est pas pertinente. Pour Marie-Anne Barbat-Layani, directrice générale de la Fédération Bancaire Française, il faut se méfier de l'approche "small is beautiful" si l'on veut des banques capables de financer l'économie européenne, au même titre que les géants aux Etats-Unis soutiennent l'économie américaine.

Quant à la taxe européenne sur les transactions financières, elle pourrait menacer le financement de l'économie. Si elle était instaurée sur les produits dérivés, qui sont un des fers de lance de la place financière parisienne mais sont aussi très délocalisables, il est à craindre que ceux-ci prennent le chemin de Londres. Il en irait de même pour les trésoreries d'entreprises.

Le système bancaire européen est aujourd'hui à la croisée des chemins. La preuve éclatante est faite que 18 mois ont suffi pour installer des mécanismes de résolution, des autorités de régulation et des pratiques partagées par tous. Cette harmonisation vient soutenir l'émergence d'une vraie zone euro-bancaire, plus solide encore que la zone euro.

Ces réalisations donnent envie de croire à l'Europe. Mais, après des réformes qui ont renforcé la solidité des banques, les chantiers en cours doivent rester cohérents avec l'objectif de croissance économique et de retour à l'emploi. L'actualité industrielle nous rappelle que le sujet est aussi celui de notre capacité à produire des champions européens. Là réside la ligne de partage entre bonne et mauvaise Europe : celle qui est capable de se fédérer pour des projets porteurs de croissance et celle qui est incapable de créer des leaders à la dimension de la zone euro.

Ne bridons pas les banques dans leurs activités structurantes pour l'économie en leur mettant des boulets aux pieds !

Retrouvez les articles du HuffPost sur notre page Facebook.

J'aime Partager 269 095 personnes aiment ça. Soyez le premier de vos amis.

Pour suivre les dernières actualités en direct, cliquez ici.